



UNION DEPARTEMENTALE FORCE OUVRIERE DE L'ESSONNE

12 Place des Terrasses de l'Agora 91034 EVRY CEDEX

Tél : 01.60.78.15.57 - Fax : 01.60.77.96.94
E.Mail : udfo91@gmail.com - Site : www.udfo91.fr

NON A UNE REPUBLIQUE LOW COST

La Commission Exécutive FO de l'Essonne réunie le 17 mai a fait le point sur les attaques contre les Services Publics dans le département et au-delà. C'est une déferlante contre l'égalité des droits des usagers. Les plus fragiles seront les grandes victimes, c'est-à-dire les contribuables les plus sollicités puisqu'ils ne bénéficient pas, eux, des cadeaux fiscaux offerts au grand patronat.

De nombreux militants essonniers de la Fonction publique, soutenus par le privé, ont déjà largement répondu présents le 22 mars, pour défendre le statut général et leurs statuts particuliers. Malgré cela, le gouvernement fait la sourde oreille, comme pour Air France, ADP et les cheminots massivement en grève pour défendre leur statut et le service public ferroviaire.

Il veut tout liquider pour mieux privatiser et offrir la République française au marché financier. « **Après la suppression de l'ISF, la fin de la taxation de 3% sur les dividendes, le plafonnement de la taxation sur le capital, ou la suppression de la taxe sur les salaires élevés, c'est au tour de la suppression de l'EXIT TAX !** » (Comme indiqué dans le dernier communiqué de notre Confédération) mais, n'oublions pas la suppression des cotisations sociales remplacées par l'impôt CSG qui pourrait servir à compenser la baisse d'impôt ou de taxe, ce qui programme la mort de la Sécurité Sociale et de la protection sociale.

Au final, nous supporterons plus d'impôt, et aurons moins de Service Public. Il n'y a aucune logique républicaine. C'est la logique de l'individualisation, du chacun pour soi, de la fin des droits collectifs. A coups d'ordonnances, le gouvernement dynamite le code du travail et la hiérarchie des normes, il veut en faire autant avec les statuts. Il veut liquider les régimes de retraites, basés sur la répartition et la solidarité collective, pour les remplacer par un régime unique par points, pour individualiser les droits et baisser le montant des pensions.

Comme le précise la résolution générale du 24ème Congrès de la CGTFO :

« Compte tenu de l'extrême gravité de la situation et des risques qui se profilent pour les travailleurs, les droits sociaux, notre modèle social et les valeurs républicaines, le Congrès considère que la perspective d'une mobilisation interprofessionnelle est aujourd'hui nécessaire, y compris par la grève. Il donne mandat à la Commission Exécutive et au Bureau Confédéral pour prendre toutes les dispositions et initiatives dans ce sens, y compris en lien avec toutes les confédérations syndicales, à la recherche de la plus grande unité possible. Il appelle toutes les structures FO, tous les militants, à rester réactifs et mobilisés. »

En attendant ce rendez-vous majeur, la Commission Exécutive de l'UD FO de l'Essonne invite tous ses militants des 3 versants de la Fonction publique (Etat, Hospitalière, Territoriale) à répondre à l'appel des 9 fédérations syndicales de la fonction publique, dans l'unité, par la grève et la manifestation le 22 mai à Paris.

Contre la liquidation de la République,

Pour la défense de la protection sociale, du Statut de la Fonction publique,

Il faut Résister, Revendiquer et Reconquérir !

Evry, le 17 mai 2018

Adoptée à l'unanimité